



Financé à hauteur de 11,8 milliards de FCFA par l'Organisation internationale des migrations (OIM), le nouvel outil a été présenté le 25 avril 2023 au cours d'une réunion thématique du Dialogue Euro-Africain sur la migration et le développement par le Chef de la Délégation de l'Union européenne au Cameroun, S.E Philippe van Damme à Yaoundé.

Le 25 avril 2023, la ville de Yaoundé a abrité la réunion thématique du Dialogue Euro-Africain sur la migration et le développement (Processus de Rabat), sous le thème « Retour volontaire et de la réintégration des migrants ». De cette rencontre, l'on apprend qu'un système performant pour la gouvernance migratoire est en cours d'élaboration. Il s'agit « d'une politique holistique, intégrant l'ensemble des sujets liés à la migration internationale, à la problématique des réfugiés et des déplacés internes, mais également à la question des retours et de la réintégration », a confié dans son discours de circonstance S.E Philippe Van Damme, *Chef de la Délégation de l'Union européenne au Cameroun*.

Financé par l'Organisation internationale des migrations (OIM) à hauteur de 18 millions d'euros, soit plus de 11,8 milliards de FCFA, ce nouveau système s'inscrit dans le cadre d'une meilleure gouvernance des migrations, en faveur d'une protection renforcée des migrants de retour et de leur réintégration plus durable. Mais encore, il aura pour objectifs : d'éviter les routes dangereuses, les situations dramatiques, les morts en mer et dans le désert ; la prolifération des réseaux criminels ; la vulnérabilité des migrants en situation irrégulière.

A en croire la représentation diplomatique de l'UE, au cours des deux dernières années, « près de 6000 migrants ont perdu la vie en mer ou dans les déserts le long des routes de la Méditerranée occidentale, Centrale et Atlantique. 124 000 arrivées ont été dénombrées par l'UE par ces routes non dangereuses ». A lui de renchérir que « dans le cas du Cameroun, l'émigration irrégulière vers l'UE a considérablement augmenté depuis 2014, culminant en 2016 avec 4 417 arrivées sur les cotes européennes. Le Cameroun reste le deuxième pays de la zone du sahel et du Lac Tchad avec le plus grand nombre de ressortissants parmi les migrants tentant de franchir illégalement une frontière européenne ».

Il convient de rappeler qu'entre 2017 et 2022, l'UE a appuyé avec l'OIM, le retour volontaire de 5,468 migrants d'origine camerounaise. Cela représente presque six fois les prévisions initiales, qui étaient de 850 migrants, 4000 d'entre eux ont pu bénéficier d'un appui spécifique à leur réintégration durable.